

Veranlagungen werden von der eidgenössischen Steuerverwaltung an die Veranlagungsbehörden zur Neuveranlagung zurückgewiesen. Die eidgenössische Steuerverwaltung wird die provisorischen Veranlagungen laufend paket- oder stichprobenweise überprüfen und der kantonalen Steuerbehörde das Einverständnis zur Eröffnung definitiver Veranlagungen geben. Mit dieser Anordnung ist die gesetzesmässige Veranlagung der direkten Bundessteuer im Kanton Obwalden ohne zeitliche Verzögerung gewährleistet. Die im Personalsektor der kantonalen Steuerbehörde gezogene Konsequenz lag nicht im Bereich der Bundesbehörde.

Müller-Aargau: Ich danke Herrn Bundesrat Stich für die zusätzlichen Auskünfte. In der gleichen Pressekonferenz wurde von bedeutenden Steuerausfällen für den Kanton Obwalden gesprochen. In welcher Höhe liegen etwa die Ausfälle für den Bund?

Bundesrat Stich: Die Eidgenössische Steuerverwaltung wird zu dieser Frage bis Ostern einen Bericht erstatten. Die Meinungen, wie hoch die Steuerausfälle sind, gehen sehr stark auseinander, von einigen 100 000 Franken bis zu den Schätzungen der Eidgenössischen Steuerverwaltung, die die gesamten gefährdeten Steuereinnahmen für Bund, Kanton und Gemeinden auf 15 bis 20 Millionen Franken schätzt.

Question 27:

**Rime. Heizölzoll. Entschädigung der Brennstoffhändler
Hausse des droits sur le mazout. Indemnisation des distributeurs de combustibles**

La décision soudaine d'introduire une taxe supplémentaire de 4 fr. 38 par 100 kg sur le mazout provoque de graves difficultés et surtout des pertes importantes pour les distributeurs de combustibles. Ceux-ci assurent le ravitaillement des consommateurs avec des marges généralement minimales. Ils sont aussi responsables de l'encaissement des taxes prélevées par la Confédération.

Quelles mesures prendra le Conseil fédéral pour indemniser les entreprises ainsi lésées?

Bundesrat Stich: Der Bundesrat sieht keinen Anlass, Massnahmen zu ergreifen. Es ist Sache des Handels, sich gegen derartige Risiken abzusichern. Das gilt übrigens nicht nur bei Zollerhöhungen, sondern auch bei einem unerwarteten Anstieg der Marktpreise oder generell bei allen neuen öffentlich-rechtlichen Regelungen wie Einfuhrbeschränkungen, Abgabenerhöhungen und dergleichen.

Frage 28:

Braunschweig. Atomteststopp. Multinationales Abkommen

Accord multilatéral sur l'arrêt des essais nucléaires

In seiner ausführlichen Antwort auf meine Interpellation 85.996 zur 3. Ueberprüfungskonferenz des Atomsperrvertrages erwähnt der Bundesrat dreimal die sachliche und zeitliche Dringlichkeit für den Abschluss eines umfassenden multilateralen Teststoppabkommens.

In welcher Weise kann der Bundesrat bis zum Ablauf des Atomtestmoratoriums der UdSSR bis Ende März 1986 zusätzliche Bemühungen im Rahmen der «Guten Dienste» für den Abschluss eines Abkommens unternehmen?

M. Aubert, conseiller fédéral: Monsieur Braunschweig, la conclusion d'un traité d'interdiction totale des essais nucléaires est stipulée dans le préambule de l'«Accord d'interdiction partielle des essais nucléaires» de 1963 et dans celui du «Traité de non-prolifération des armes nucléaires», le TNP.

Sur la base de ces traités, la Suisse a exigé à plusieurs reprises, la dernière fois lors de la troisième conférence de réexamen du TNP, l'automne dernier, la conclusion d'un traité. Le traité d'interdiction totale des essais nucléaires ne jouit pas du consentement de tous les Etats dotés d'armes nucléaires. Je crois qu'il y a lieu de rappeler, en particulier, que la France et la Chine n'ont même pas adhéré au traité

d'interdiction partielle de 1963. Des démarches supplémentaires, comme vous les proposez, Monsieur Braunschweig, hors du cadre des possibilités offertes par ces traités, impliqueraient une prise de position sur une initiative unilatérale, ce que le Conseil fédéral ne juge pas opportun. En revanche, la Suisse est prête à offrir, dans le cadre de ses bons offices, son territoire pour des négociations.

Frage 29:

Ruf-Bern. Iranische Kriegsverletzte in der Schweiz

Ruf-Berne. Blessés de guerre iraniens en Suisse

Wieviele iranische (und eventuell irakische) Kriegsverletzte wurden – mit welchem rechtlichen Status? – seit Ausbruch des militärischen Konflikts zwischen Irak und Iran jährlich zur medizinischen Behandlung in die Schweiz gebracht?

Frage 30:

Ruf-Bern. Iranische Kriegsverletzte. Rückkehr in Ihre Heimat

Ruf-Berne. Blessés de guerre iraniens. Retour dans leur pays

Wieviele dieser Patienten haben unser Land bereits wieder verlassen, und wann werden die noch Anwesenden abreisen?

Frage 31:

Ruf-Bern. Iranische Kriegsverletzte. Gründe für Behandlung in der Schweiz

Ruf-Berne. Blessés de guerre iraniens. Raison de leur traitement en Suisse

Weshalb hat die Schweiz überhaupt Kriegsverletzte aus einem weit entfernten asiatischen Gebiet (Iran/Irak) aufgenommen, statt dass sie in den benachbarten arabischen Staaten des Persischen Golfes medizinisch betreut worden wären?

M. Aubert, conseiller fédéral: Oui, Monsieur Ruf, les combats de ces dernières semaines sur le front iranien et irakien ont fait, à nouveau, de nombreux blessés graves, surtout du côté iranien. Etant donné qu'en Iran les possibilités de traitement des grands blessés sont limitées, les autorités iraniennes ont demandé, dans plusieurs pays européens, à des hôpitaux bien équipés, d'accueillir des blessés aux frais du gouvernement iranien. Deux hôpitaux des cantons de Bâle-Campagne et de Vaud se sont déclarés disposés à accepter un certain nombre de patients.

Pour répondre plus précisément à votre question, cinq Iraniens ont été soignés en Suisse en 1984 et sont rentrés dans leur pays après le traitement; dix nouveaux blessés ont été hospitalisés en Suisse ces dernières semaines, deux sont décédés, deux ont pu retourner en Iran, cinq autres vont quitter la Suisse ces prochains jours et le dernier dans trois semaines.

Question 32:

Butty. UNO-Abstimmung. Folgen

Vote sur l'ONU. Conséquences

Le Conseil fédéral estime-t-il indiqué que nous continuions à apporter notre collaboration aux organisations spécialisées de l'ONU et juge-t-il nécessaire d'expliquer aux Etats membres les particularités du système constitutionnel suisse qui nous oblige de soumettre au vote du peuple et des cantons suisses une semblable décision, ce que n'a fait aucun autre Etat membre?

M. Aubert, conseiller fédéral: Votre question, Monsieur Butty, comporte deux parties. Concernant tout d'abord notre collaboration avec des institutions spécialisées de l'ONU, le Conseil fédéral a clairement exposé sa position dans sa déclaration que j'ai faite hier, lors de la conférence de presse, après avoir pris connaissance des résultats de la votation. Je vous en rappelle certains passages: «La non-adhésion de la Suisse à l'ONU prive notre pays d'un instrument que le Conseil fédéral et les Chambres fédérales jugeaient important pour la conduite de notre politique

étrangère. Le Conseil fédéral n'en continuera pas moins à mettre en oeuvre tout ce qui est en son pouvoir pour défendre les intérêts et les points de vue de la Suisse dans le monde, tant sur le plan bilatéral que dans les organisations internationales dont nous sommes membres. Il a la ferme volonté de maintenir son engagement et de poursuivre sa coopération avec les organisations internationales. Cela fait partie intégrante de notre politique étrangère et répond à ce que la communauté internationale peut attendre de notre pays."

Deuxième partie de votre question: les Etats membres de l'ONU ont été informés avant le 16 mars, par nos ambassades, des particularités du système constitutionnel suisse, avec cette exigence constitutionnelle de la double majorité du peuple et des cantons. Les Etats membres de l'ONU ont également été informés, hier soir, de la déclaration du Conseil fédéral, une fois les résultats de la votation connus.

M. Butty: Le non du peuple suisse était attendu. L'ampleur du score a cependant frappé les observateurs, surtout le résultat du canton de Genève. Hier soir, les adversaires de l'ONU ont déclaré qu'un départ des institutions internationales de Genève n'entraîne pas en ligne de compte. Cela n'est d'ailleurs pas à eux d'en décider mais à l'ONU. Il fallait y songer avant. Je vous pose la question suivante, Monsieur le Conseiller fédéral: le Conseil fédéral estime-t-il que la présence à Genève du siège européen des Nations Unies ainsi que des institutions internationales qui en dépendent, pourrait être remise en cause? Estimeriez-vous indiqué, d'entente avec les autorités genevoises qui ont manifesté hier soir leur préoccupation et même leur anxiété, de prévenir des départs éventuels qui seraient, à notre avis, préjudiciables non seulement à Genève mais à toute la Suisse?

M. Aubert, conseiller fédéral: Il est assez difficile aujourd'hui de répondre à votre question. Une chose est certaine, c'est que le samedi 15 mars, il y a deux jours et encore jusqu'à dimanche matin, la Suisse n'était tout simplement pas membre de l'Organisation des Nations Unies. Le dimanche 16, elle a dit «non» à l'ONU, un «non» clair. La situation n'est plus la même aujourd'hui, 17 mars, qu'elle ne l'était encore, samedi 15 mars, il faut en avoir conscience. Quelles en seront les conséquences? Il m'est impossible, aujourd'hui, de vous le dire. Ce que je peux affirmer, c'est que le Conseil fédéral a la ferme intention de poursuivre son activité et sa politique d'accueil à l'égard des organisations onusiennes à Genève et de façon générale, des conférences internationales et des organisations internationales, et ceci en parfait accord avec les autorités genevoises.

Frage 33:

Nussbaumer. Bundesbauten. Verwendung von Schweizer Holz

Constructions fédérales. Utilisation de bois indigène

Stimmt es, dass der Bund als Bauherr oder Gebäudeeigentümer wegen der internationalen Handelsvereinbarungen nicht mehr verlangen darf, dass beim Neubau oder bei Renovation von Bauten Schweizer Holz verwendet werden muss?

Bundespräsident Egli: Holz gilt bei uns handelsrechtlich als Industrieprodukt, nicht etwa als landwirtschaftliches Produkt. Aus diesem Grunde dürfen wir bei der Ausführung von Bundesbauten ausländisches Holz gegenüber inländischem nicht diskriminieren. Trotzdem ist unser Amt für Bundesbauten schon seit längerem bestrebt, bei der Ausführung von Bundesbauten vermehrt Holz – nach Möglichkeit inländisches – zu verwenden.

Frage 34:

**Nussbaumer. Einwegflaschen für Mineralwasser
Conditionnement des eaux minérales**

Ab 1. April 1986 dürfen gemäss Revision der Lebensmittelverordnung Mineralwasser in undurchsichtigen Einwegflaschen verkauft werden.

Ist der Bundesrat bereit, auf diesen Beschluss, der von den Mineralwasserproduzenten zu recht scharf kritisiert wird, zurückzukommen?

Bundespräsident Egli: Das Lebensmittelgesetz lässt Bestimmungen lediglich nach zwei Richtungen zu: erstens zum Schutz der Gesundheit und zweitens zur Verhütung von Täuschungen im Verkehr mit Lebensmitteln. Aber weder die eine noch die andere Voraussetzung könnte mit einem Verbot von Einwegflaschen erfüllt werden. Auch wegen internationalen Verpflichtungen, können wir Einwegflaschen nicht verhindern, weil ein solches Verbot auf ein nichttarifarisiertes Handelshemmnis hinausläufe.

Frage 35:

Oester. Pendelbusse ETH Zürich. Aufhebung

EPF Zürich. Suppression de la navette

Der Lehr- und Forschungsbetrieb an der ETHZ ist auf die beiden Zweigstellen Zentrum und Hönggerberg aufgeteilt. Diese waren bisher mit einem auf die Stundenpläne abgestimmten Pendelbus im Stundentakt verbunden.

Nun hebt die ETH dieses attraktive öffentliche Verkehrsmittel per Ende Wintersemester 85/86 auf. Den etwa 1000 täglichen Benützern wird eine mehr als doppelte Fahrzeit zugemutet, was viele zum (Wieder-)Umsteigen aufs Auto bewegen dürfte.

Ist der Bundesrat bereit, dafür zu sorgen, dass diese fragwürdige Massnahme rückgängig gemacht wird?

Bundespräsident Egli: Die Pendelbusse der ETHZ waren kein öffentliches Verkehrsmittel, sondern sie dienten lediglich dem internen unterrichtsbedingten Pendelverkehr zwischen dem ETH-Zentrum und der ETH Hönggerberg. Im übrigen macht sich der Fragesteller Illusionen über die Frequenz dieser Busse. Es waren nicht Tausende, die diese Busse benützten; pro Tag wurden zwischen 200 bis 500 Einzelfahrten gezählt. Ausserdem waren diese Busse auch nicht so attraktiv, wie der Fragesteller anzunehmen scheint; denn sie verkehrten lediglich einmal pro Stunde. Aus diesem Grunde hat die Hochschulversammlung von der Hochschulleitung Verhandlungen mit den Verkehrsbetrieben Zürich verlangt. Diese wurden im letzten Frühjahr mit dem Ergebnis geführt, dass nun die Stadt Zürich die Linie 69 bis zum Milchbuck verlängert. Dies hat auch den Vorteil, dass künftig diese Linie in einem siebeneinhalb Minuten-Takt verkehrt und nicht nur stündlich wie bisher.

Oester: Sie sind offenbar, Herr Bundespräsident, von der ETH unrichtig informiert. Ich habe mit Leuten gesprochen, die diesen Bus täglich benützt haben. Sie haben ebenfalls Zählungen gemacht und festgestellt, es seien auf alle Fälle mindestens 1000 Personen pro Tag, die diesen Bus benützt haben. Er hat den Studenten einen sehr guten Dienst geleistet, weil er immer auf Beginn der Vorlesung angekommen ist. Wenn man jetzt das gewöhnliche öffentliche Verkehrsmittel benutzen muss, brauchen die Studenten 25 bis 35 Minuten anstatt 11 bis 15 Minuten. Einer hat in der Zeitung geschrieben (Glocke/Präsident: Herr Oester: nur die Zusatzfrage!), er werde wieder zum Auto zurückkehren, und das werden viele andere auch tun. Deshalb frage ich Sie, Herr Bundespräsident: Ist eine solche Verkehrspolitik der ETH, in einer Stadt mit derartiger Luftverschmutzung wie Zürich, wirklich zu verantworten, wenn wieder soundso viele Menschen auf das Auto umsteigen werden, weil ihnen die neue Regelung eindeutig nicht dient?

Bundespräsident Egli: Es wäre nach unserer Auffassung den Studenten zuzumuten, dass sie eine Buslinie, die im siebeneinhalb Minuten-Takt geführt wird, benützen statt einen Bus, der lediglich im Stunden-Takt verkehrt, auch wenn dieser auf die Lehrstunden ausgerichtet ist.